



Prêts à vous remplir la tête pendant l'été? Nous vous proposons une **sélection d'essais à lire** en terrasse, sur la plage ou à la campagne...  
**NPAVÉS POUR LA PLAGE PAGES 4 & 5**



**General Motors** continue de faire pression sur les salariés et la CGT pour supprimer des emplois et fermer l'usine.  
**ACTU PAGE 3**



Toutes les manœuvres du **gouvernement** pour calmer la grogne populaire échouent les unes après les autres.  
**ACTU PAGE 3**

# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

29 JUILLET 2010 | N°66 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

## RÉPRESSION, EXPULSIONS... LA VIEILLE RECETTE DE LA DIVERSION



La Courneuve, le 21 juillet. Manifestation des habitants violemment expulsés par la police de la barre Balzac. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

*Empêtré dans l'affaire Woerth Bettencourt, Sarkozy essaie de nous diviser avant la bataille pour les retraites, en brandissant l'étendard de l'insécurité.*

**L**e 28 juillet devait se tenir une réunion à l'Élysée sur les «problèmes que posent les comportements de certains parmi les gens du voyage et les Roms». Sarkozy a précisé que cette réunion «fera le point sur la situation de tous les départements et décidera des expulsions de tous les campements en situation irrégulière». Et le président a déclaré: «C'est

une véritable guerre que nous allons livrer aux trafiquants et aux délinquants». Cette décision faisait suite aux événements qui se sont déroulés à Saint-Aignan (Loir-et-Cher), où un jeune homme de 22 ans, Luigi, a été tué par la police, provoquant la colère de sa famille et de la communauté gitane à laquelle il appartenait. Quel rapport avec les Roms? Aucun. Les gitans sont à 95% français, et dans le cas de Saint-

Aignan, ils habitent dans des bâtiments en dur depuis deux générations. Mais en stigmatisant les Roms, Sarko, empêtré dans les affaires Woerth/Bettencourt et souhaitant détourner l'attention de la réforme des retraites, vient de trouver un nouveau bouc émissaire. Alors que sa cote de popularité est au plus bas, il espère ainsi reprendre la main en brandissant l'argument de l'insécurité.

**SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 2**

## SIDA KEEP YOUR PROMISES, WE WANT TO LIVE!

**Le 18 juillet** dernier, la Conférence mondiale sur le Sida s'est ouverte à Vienne (Autriche). Au programme de cette 18<sup>e</sup> édition, le bilan de l'accès universel aux traitements antirétroviraux que les pays du G8 s'étaient engagés à garantir pour 2010. Pourtant six mois ont passé depuis le délai prévu et 60% des séropositifs n'ont toujours pas accès aux médicaments. Les pays riches prennent prétexte de la crise financière pour ne pas tenir leurs promesses. Pendant ce temps, il y a chaque année plus de nouveaux cas de Sida que de malades accédant aux traitements.  
**LIRE PAGE 6**

**TOUT EST À NOUS!**  
 revient le 2 septembre  
 avec une nouvelle formule



## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Du mercredi 25 au samedi 28 août (arrivée le 24 et départ le 29), la deuxième Université d'été du NPA se tiendra à Port-Leucate (Aude). Informations et programme sur : [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



édito

Par Yvan Lemaitre

## STESS TESTS, UN AVEU CYNIQUE

Les premières conclusions des stress tests portant sur 91 banques d'Europe ont été publiées le 23 juillet. La solidité du système bancaire européen en sortirait conforté, la confiance ébranlée par la crise de mai serait restaurée... Christine Lagarde qui suivait « ce dossier comme le lait sur le feu » mais « totalement confiante sur le résultat des banques françaises » peut partir en vacances. Tout va bien ! Les Bourses européennes ont réagi à la hausse, en particulier, les actions des banques, l'euro remonte par rapport au dollar... Les quatre grandes banques françaises soumises aux tests, BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole et BPCE ont passé brillamment l'épreuve et les banques grecques affichent leur bonne santé... Certes, il y a bien quelques mauvais éléments, sept en tout et pour tout, sans surprises, principalement les Caisses d'épargne d'Espagne ou l'Hypo Real Estate d'Allemagne. Il fallait bien quelques échecs pour donner quelque crédit aux succès, sinon à quoi bon. L'opération visait à rassurer les particuliers et l'opinion. Les véritables acteurs ne sont, eux, pas dupes. Si personne ne connaît la fiabilité de ces tests, le scénario catastrophe face auquel les banques étaient censées être évaluées est en lui-même un aveu des plus cyniques. Il testait la capacité des banques à faire face à une récession de 3% cumulés sur un an et demi, liée aux politiques de rigueur conduites par les pays endettés et à une chute de la valeur des dettes souveraines. La crise grecque de mai en plus fort... Si on peut avoir des doutes sur la capacité des banques à faire face, même du point de vue de la stabilité du système financier et du crédit, c'est-à-dire des intérêts des classes possédantes, il n'y a aucun doute sur la crédibilité du scénario catastrophe. Celui-ci est construit sur une des hypothèses les plus probables du développement à venir de la crise. Le véritable test pour y faire face, c'est celui de la capacité du monde du travail à défendre ses droits, à inverser le rapport de forces pour mettre hors d'état de nuire les rapaces de la finance.

**BASE ÉLÈVES : FICHAGE ILLÉGAL.** La légalité des fichiers Base élève et Base nationale identifiant élève (BNIE) a été mise à mal devant le Conseil d'État. Celui-ci vient de décider l'annulation de l'arrêté du 20 octobre 2008 créant Base élèves 1<sup>er</sup> degré (lire *Tout est à nous!* n° 40) et l'annulation des décisions de création de la BNIE, tout en accordant au gouvernement un délai de trois mois pour les rendre conformes à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978. Le Conseil d'État affirme que les interconnexions entre fichiers existent, ce que l'Éducation nationale avait toujours nié. Il constate en particulier que les données de Base élèves font l'objet de rapprochements et mises en relations avec celles contenues dans d'autres fichiers, comme par exemple les fichiers des mairies et ceux des écoles privées, et que cette fonctionnalité était prévue dès l'origine. Le Conseil d'État donne également raison aux parents d'élèves en demandant le rétablissement du droit d'opposition, alors que l'Éducation

nationale le bafouait allégrement. Le NPA appelle tous les parents d'élèves à refuser l'inscription de leur enfant dans Base élève à la rentrée de septembre : c'est possible !

**BESSON ET DELANOË EXPULSENT LES EXILÉS.** Mardi 20 juillet, la police a évacué plusieurs dizaines d'exilés, en majorité afghans, du campement de fortune qu'ils occupaient sur les berges du canal Saint-Martin à Paris 10<sup>e</sup>, sur décision du tribunal administratif saisi par le ministère de l'Identité nationale et la mairie de Paris, et en présence de représentants de France terre d'asile (FTA), dont la caution illustre une curieuse conception des missions de solidarité d'une ONG. Ministère, mairie et FTA, dans leurs communiqués respectifs, se sont félicités de cette opération, promettant le relogement et l'hébergement des exilés ainsi évacués. Ces exilés ont fui l'Afghanistan en guerre, déjà expulsés du parc Villemin

(Paris 10<sup>e</sup>) par la mairie PS à l'été 2009 (lire *Tout est à nous!* n° 22). Pourtant la loi prévoit le logement obligatoire par l'État des demandeurs d'asile en centres d'accueil et par l'Aide sociale à l'enfance (dont le maire de Paris est le président) pour les mineurs. Mais État et mairie ne respectent pas la loi, préférant une opération spectaculaire en plein été !

**LA GARDE À VUE BIENTÔT INCONSTITUTIONNELLE ?** Cela fait longtemps que les associations de défense des droits de l'homme le dénoncent : en France, la pratique de la garde à vue est systématique, même pour des délits mineurs. Ainsi, entre 2004 et 2009, les gardes à vue ont augmenté de 23%. Au cours de la seule année 2009, 580 108 personnes – plus d'un demi million ! – ont été placées en garde à vue. Circonstance aggravante pour la justice française : du fait de l'absence d'avocat jusqu'à la 24<sup>e</sup> heure

(à l'exception d'un entretien d'une demi-heure en début de garde à vue), les droits de la défense ne sont pas respectés. Cette situation généralisée et récurrente d'arbitraire policier a valu à la France d'être épinglée à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme. Tout comme... la Turquie ! Les avocats demandent, évidemment, le droit d'être présents auprès de leurs clients dès le début de la procédure, comme cela est de règle dans les pays qui se targuent d'être des « États de droit ». Les policiers – notamment Synergie, syndicat policier classé (bien) à droite – s'y opposent. Finalement, 26 requêtes portant sur l'inconstitutionnalité des conditions de la garde à vue ont été déposées par des avocats dans plusieurs tribunaux et l'affaire a donné lieu à une audience devant le Conseil constitutionnel qui devrait rendre un avis le 30 juillet...

## RÉPRESSION, EXPULSIONS

SUIVE DE LA PAGE 1

Et pour livrer cette guerre, Sarkozy a une nouvelle arme : les préfets-super-flics. Ainsi, le préfet de l'Isère, après l'affaire de la Villeneuve à Grenoble, a appris incidemment qu'il était remplacé par Eric Le Douaron, qui sera intronisé par Sarkozy en personne, le 30 juillet.

Ses états de service sont parlants : après 30 ans dans la police, il est passé par la police des frontières et la direction centrale de la sécurité publique et est intervenu dans les émeutes de Villiers-le-Bel, après la mort de Moushin et Lakamy tués dans une collision de leur moto avec une voiture de police.

On peut être sûr que le département sera soumis à rude épreuve, à l'image de ce qui se passe en Seine-Saint-Denis, où le même Sarkozy a nommé en avril dernier, Christian Lambert, tout droit venu du Raid. Sous couvert d'un homme du rang qui a, petit à petit, grimpé les échelons de gardien de la paix à préfet, le CV de Lambert est particulièrement chargé : en 1979, il conduisait le camion où planquaient les flics qui ont assassiné sans sommation Jacques Mesrine ; dans les années 1980, il traquait les activistes d'Action directe, puis commissaire de la brigade antiterroriste, il a été chargé de créer la Brigade régionale

d'enquête et de coordination (Brec), ancêtre des Brigades de recherche et d'intervention (BRI) pour mettre de l'ordre dans la cité du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie ; en 1993, il rencontre Sarkozy, alors maire de Neuilly-sur-Seine, à l'occasion de la prise d'otages d'enfants de maternelle par Erick Schmitt, plus connu sous le nom d'Human Bomb, tué alors qu'il était endormi par des somnifères que la police avait mis dans son café.

En 2002, il prend la tête du Raid et procède à l'arrestation d'Yvan Colonna en 2003. En 2005, il est nommé à la direction centrale des CRS pour « gérer » les émeutes qui font suite à l'assassinat de Bouna Traoré (15 ans) et Zyed Benna (17 ans) à Clichy-sous-bois et l'état d'urgence qui est déclaré. Autant dire que la Seine-Saint-Denis n'a qu'à bien se tenir, Lambert y arrive le 20 avril 2010.

Après avoir déclaré qu'il chasserait les trafiquants de drogue, cage d'escalier par cage d'escalier, il a surtout entamé la chasse aux Roms. Dans le département, 37 camps sur 59 ont été expulsés, dont celui du Hanul, à Saint-Denis, qui existait depuis dix ans.

Mais ce ne sont pas les seules cibles de Lambert. Mardi 20 juillet à 8 heures du

matin, les forces de l'ordre débarquaient devant la barre Balzac de la cité des 4000 à la Courneuve pour déloger un campement du DAL. Les dangereux délinquants auxquels Lambert fait la guerre étaient en fait des familles qui campaient là parce que le même préfet les avait fait expulser, le 8 juillet dernier, des logements qu'elles continuaient d'occuper dans cette tour promise à la destruction. Sans proposition de relogement, les occupants avaient décidé de rester.

Roms, gitans, sans-papiers ou tout simplement sans-logis, Sarkozy lâche ses chiens sur les plus fragiles et les plus précaires. Une manière de nous diviser à la veille de la bataille cruciale contre la réforme des retraites. Et gare à ceux qui essaieraient de contrarier ses plans : lors de l'évacuation du Hanul, 24 militants solidaires des Roms ont été embarqués alors qu'à La Courneuve, les flics ont mis le président du DAL, Jean-Baptiste Eyraud, en garde à vue. L'été risque d'être chaud, rappelons-nous l'église Saint-Bernard évacuée à coups de hache par les forces de l'ordre le 24 août 1996 ou plus récemment le squat de Cachan, le 17 août 2007. Restons prêts à agir.

**Dominique Angelini**



Faut pas gonfler Christian Lambert quand il envoie ses CRS... (PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)



# WOERTH, SARKOZY, PARISOT QU'ILS S'EN AILLENT TOUS ET LEUR POLITIQUE AVEC!

La peur change parfois de camp. Sarkozy craint que son été pourri ne finisse en rentrée brûlante. La colère gronde face au chômage, aux reculs des droits sociaux, aux difficultés de la vie quotidienne, et le rejet de la réforme des retraites est massif.

Sarkozy ne sais plus que faire pour sortir de la situation délicate dans laquelle il se trouve. Les stratégies de l'Élysée se creusent la tête sans vraiment parvenir à trouver la solution. Le mondial de foot? Une interview avec un journaliste vedette sur France 2? Une petite virée au Tour de France? Raté, raté et encore raté. Les bleus sombres, l'émission de Pujadas n'a pas permis de convaincre et la petite virée au Tour a tellement mal tourné pour Woerth que Sarkozy a fait preuve d'une grande prudence et d'une grande discrétion, loin de ses habitudes clinquantes. Ce malaise et ces difficultés révèlent la profondeur de la coupure qui existe entre le peuple et les élites. Un fossé qui n'a cessé de se creuser au fil des annonces indécentes, de parachutes dorés en cigares de luxe, de voyages en jets privés en indemnités juteuses. La consanguinité avec la haute bourgeoisie fait évidence et le mythe de la République juste, équitable, du «travailler plus pour gagner plus» en prend un coup.

Prise de court, affaiblie, délégitimée, la Sarkozie en revient à ses fondamentaux, la politique sécuritaire. Jouer le racisme contre les Roms, tancer la «racaille», tout est bon pour allumer un contre-feu à cette situation explosive.

Pas sûr que cela fonctionne. Car le dossier des «violences urbaines» est avant tout un dossier social. Les riches coûtent cher. Tellement cher que l'on n'a plus rien pour financer les services publics, déployer une politique de rénovation et de développement du parc public de logements à la hauteur, faire vivre concrètement l'espoir d'un avenir digne pour des millions de jeunes. Comme l'énonçait Bertolt Brecht, «On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent, mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent». La politique du patronat et du gouvernement sont violentes au quotidien pour la majorité de la population.

## LE PLAN CANICULE DÉCENCHÉ POUR ÉRIC WOERTH



- FAUSOUR -

Violents la police dans les quartiers, les contrôles au faciès, la répression du mouvement social. Violentes les mesures des patrons voyous qui licencient à tour de bras, ruinant des familles entières, ou pratiquant le chantage à l'emploi. Violente l'arrogance de ce personnel politique, de ces requins de la finance qui nous demandent de nous serrer la ceinture pendant qu'ils continuent de remplir leurs poches. Violente la loi sur les retraites qui va provoquer un nouvel affaiblissement des revenus des retraités actuels et futurs.

Cela suffit. Passons à la contre-offensive. La date du 7 septembre est le rendez-vous central de la rentrée, dans la rue et par la grève. C'est la meilleure réponse à

ces pitoyables manœuvres et à l'hyperaustérité qui s'annonce. Il faut que cette date marque le coup d'envoi d'un bras de fer prolongé avec le pouvoir. C'est une occasion unique de défaire la droite sans attendre 2012. Partout où cela est possible, dans certains secteurs des services publics comme dans des boîtes du privé, il faut préparer les conditions de la reconduction de la grève.

Woerth, Sarkozy et le gouvernement de l'UMP sentent le mois. Il faut les chasser, eux et leur politique avec. Ils veulent nous faire payer la crise du capitalisme. À nous d'ouvrir la crise politique.

Fred Borrás

# GM STRASBOURG AGISSEMENTS DE SALAUDS

DÈS 2008, General Motors envisageait de se séparer de l'usine de boîtes de vitesse de Strasbourg et avec un premier Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), supprimait 168 postes. Un an plus tard, General Motors en faillite est restructuré avec l'aide de l'État américain autour de deux entités: Motors Liquidation (!) Company (MLC), entité de liquidation des entreprises à laquelle est rattachée l'usine de Strasbourg et General Motors Company (GMC). En septembre 2009, nouvelle restructuration et nouveau PSE supprimant 200 nouveaux postes de travail pour préparer la revente fin 2010. En février 2010, deux repreneurs se déclarent. En juin, GMC propose de reprendre l'entreprise avec la condition d'une diminution de 10% de la masse salariale, le blocage des salaires pendant deux ans puis l'augmentation juste égale à l'inflation pour la troisième année, sept jours de RTT en moins pour les équipes en horaires décalés, un quart d'heure de travail en plus par jour pour les équipes «normales» et la suppression de l'intéressement pendant trois ans. En contrepartie, le groupe s'engage au maintien d'une «certaine» production jusqu'en 2014, avec promesse d'investissements pour la suite. Cet accord d'entreprise doit être soumis à la signature des organisations syndicales après référendum. Or, la seule question du référendum était: «Voulez-vous que GMC rachète l'entreprise?» Toutes les organisations syndicales (CFDT, CFTC, FO) de l'entreprise appellent à voter «oui» sauf la CGT dont le secrétaire affirme: «Nous ne signerons pas. Le rôle d'une organisation syndicale n'est pas de négocier les reculs sociaux.» Après le vote favorable de 70% des salariés a commencé une campagne d'intimidation envers la CGT. L'annualisation du temps de travail non prévue dans les discussions préliminaires est finalement enlevée devant l'indignation et la colère des salariés. Mais la direction continue de présenter la signature de la CGT comme la condition indispensable au rachat de l'usine par GMC. Juridiquement inconsistante, cette exigence n'a pour objectif que de faire plier les seuls qui osent résister à GMC, à décourager toute possibilité de riposte ultérieure. Pour obtenir ce ralliement, la direction, à travers des cadres, des agents de maîtrise et même certains ouvriers inquiets et déboussolés, ont organisé vendredi 23 juillet une manifestation en direction du local de la CGT, bloquant, bousculant, agressant et menaçant de mort les militants et les élus. De nombreux syndicats de la branche (et au-delà) et la direction fédérale de la métallurgie CGT manifestent leur soutien par des motions de solidarité et des injonctions au ministre du Travail de faire cesser les pressions. La fédération CGT, sommée par l'UIMM (patronat de la métallurgie), refuse de faire pression sur le syndicat. Pour l'heure, tout le monde se lance dans les manœuvres contre la CGT (renseignements généraux, presse locale, partis politiques). Le mercredi 28 juillet est fixé comme date butoir pour la signature.

Correspondant

## et aussi

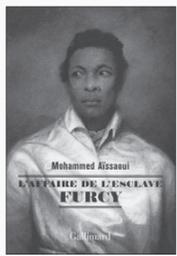
**LOW-COST: UNE ARNAQUE LÉGALE?** Rien ne va plus au paradis des «casseurs de prix». De nombreux clients de la société low-cost EasyJet sont victimes depuis des mois de défaillances diverses et variées dont des retards conséquents et des annulations de vols. Son concurrent Ryanair est également pour le collimateur des autorités aériennes, surtout dans la façon dont il a laissé ses clients un peu en rade lors des problèmes liés à l'éruption volcanique. Tout ceci ne saurait nous étonner! Car contrairement à ce que certains ont voulu faire croire, ces sociétés ne sont pas là pour faire gagner de l'argent au consommateur-client. Et comme dans le cadre du «libre marché» il est toujours possible de faire le contraire de ce que l'on prétend, à savoir s'affranchir des «structures étatiques lourdes et improductives», elles peuvent toujours compter sur l'argent public. Ainsi, alors que l'aéroport de Bergerac touchait 500 000 euros de subventions publiques pour éviter la faillite, la Cour des comptes a versé 2,3 millions d'euro à Ryanair! Mais s'il y a surtout une chose que cassent ces sociétés, c'est le droit des salariés. EasyJet a ainsi été condamnée le 8 avril par le tribunal correctionnel de Créteil à verser 1,4 million d'euros de

dommages et intérêts à Pôle emploi pour travail dissimulé après avoir employé 170 salariés à Orly sous statut britannique. «Incredible my dear!»

**BACHELOTHÉRAPIE EN CREUSE.** Ce qui se passe à Guéret (Creuse) est à l'image des attaques généralisées et méthodiques sur la santé et plus globalement sur l'ensemble des services publics. Permettre à l'ensemble de la population, quel que soit l'endroit où elle habite, d'avoir accès aux mêmes droits est révolu sous l'ère sarkozienne. Aujourd'hui, un service ne doit plus être utile mais rentable. Et pour cela, on fixe, avec une méthode scientifique que même les professionnels ne comprennent pas, des seuils à dépasser pour obtenir le label permettant son maintien. Dans le service de radiothérapie de Guéret, fermé depuis le 30 juin, le seuil d'autorisation était à 600 patients par an avec deux appareils, à moins d'être à plus de trois heures de route aller-retour d'un autre centre de radiothérapie. Or, Guéret, avec un seul appareil, n'a atteint que 230 patients en 2009 et se trouve à moins de deux heures de route du centre hospitalier de Limoges (Haute-

Vienne) ou de la clinique de Montluçon (Allier). Y avait-il eu des accidents auparavant? Le matériel est-il obsolète? Non! Un patient qui doit déjà gérer son cancer doit-il en plus effectuer un long trajet pour se faire soigner? Assurément oui, pour la ministre de la Santé!

Les personnels de l'hôpital, usagers, élus et organisations syndicales, associatives et politiques se sont donc mobilisés durant plusieurs mois, épuisant l'ensemble des actions «traditionnelles», jusqu'au 10 juillet. Ils ont provoqué une assemblée extraordinaire des maires, réunissant 200 élus avec 400 manifestants devant la mairie, qui a pris acte de la rupture du dialogue avec l'État et voté à l'unanimité plusieurs mesures, dont la création d'une cellule de veille, avec un numéro vert pour enregistrer les plaintes de tous les patients pour «mise en danger de la vie d'autrui» contre Roseline Bachelot, et un ultimatum lancé à l'État: si le service ne rouvre pas d'ici septembre, les maires mettront au vote une démission collective de tous leurs conseils municipaux.



**S**i Furcy, né en 1786, était encore vivant en 1848 quand parut le décret d'abolition complète de l'esclavage dans les colonies françaises dû à Victor Schœlcher, il l'aurait applaudi, quoique moins concerné depuis un jugement de 1843 qui le reconnaissait «né en état de liberté». Il en avait apporté la preuve dès 1817 auprès du tribunal de Saint-Denis de la Réunion, mais ce fut pour des décennies de tergiversations des juges et surtout d'acharnement de ses prétendus «maîtres» après qu'il les eut assignés en justice. La revendication de sa liberté par ce «Malabar, mulâtre, né à Bourbon, maître d'hôtel, jardinier et maçon, estimé à 7 000 francs» n'allait-elle pas servir d'exemple aux 16 000 esclaves en situation similaire, puis aux 60 000 autres qu'employaient les puissants planteurs de l'île? Emprisonné plus d'un an puis transféré par mesure punitive dans une plantation de l'île

Maurice, Furcy n'échappa aux vexations de ses «maîtres» qu'à la faveur d'une décision des autorités mauriciennes jugeant en 1829 qu'il n'avait pas été dûment déclaré «comme marchandise» lors de son arrivée dans l'île! Ces faits ont été tirés de l'oubli en 2005, avec l'achat par les Archives départementales de la Réunion de documents mis en vente publique par les héritiers de l'un des courageux défenseurs de Furcy. Alerté par quelques entrefilets dans la presse, Mohammed Aïssaoui, journaliste au *Figaro littéraire*, entreprit alors une enquête dont il publie aujourd'hui le résultat, sous forme de «récit» et non d'étude savante, parce que «l'histoire de l'esclavage est une histoire sans archives», comme il l'écrit après Hubert Gerbeau, spécialiste du sujet. Son récit bien mené donne chair à ces vieux documents, en laissant aux lecteurs le soin de poursuivre l'enquête sur ce sujet accablant.

L'AFFAIRE DE L'ESCLAVE FURCY  
MOHAMMED AÏSSAOUI  
GALLIMARD  
198 PAGES - 16,90 EUROS



**O**n peut lire dans la presse française ces temps-ci que les fortunes françaises ont profité de la fin du bouclier fiscal pour s'offrir des domaines de chasse. Observant ces bonnes feuilles, il semble que cette chasse ouverte se soit étendue sur tout le territoire européen et en particulier, en Franconie sous le règne du bon roi Nicolas, qui a fait des immigrés «à peaux pas très claires» des proies pour ses gens d'armes. Grégoire Chamayou, chercheur et chasseur d'idées, retrace le comment et le pourquoi des chasses à l'homme de l'Antiquité à nos jours. Son angle qui épouse celui de l'abjection ou - en termes marxistes - de l'exploitation humaine rappelle la chasse aux pauvres dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle ou celle des ouvriers après la défaite de 1848. Ce n'est que le début d'une sale guerre où les chasses policières vont s'armer de chiens. À Rouen en 1907, à lieu un de ces tout nouveaux concours. Un siècle plus loin la BAC aboie : «*Nous on est des chasseurs, on est pas comme les autres, les autres c'est des soldats.*»

LES CHASSES À L'HOMME  
GRÉGOIRE CHAMAYOU  
LA FABRIQUE -  
248 PAGES - 13 EUROS



**D**édié aux Enfants de Don Quichotte, le livre de Pascal Noblet, spécialiste des «politiques sociales», ayant déjà publié en 2005 *Quel travail pour les exclus* (Dunod), nous livre ici une analyse fine, rigoureuse qui s'appuie sur quinze années d'activité professionnelle

au contact des acteurs institutionnels et associatifs intervenant auprès des sans-abri. Il tente de faire la synthèse des articles, ouvrages, statistiques sur la question et des luttes menées, ceci sans complaisance : idées reçues, instrumentalisation politique, réponses uniquement à court terme, politique de l'urgence, du logement... tout y passe.

Avec beaucoup de respect néanmoins, des analyses, des combats et des revendications légitimes des uns et des autres, il met en

lumière toute la complexité des approches et des structures en place qui pour lui, font obstacle à la mise en œuvre de solutions durables et pragmatiques, spécifiques à cette population. Ce livre nous apporte une lecture fine de la nouvelle dynamique que la mobilisation nationale menée par les Enfants de Don Quichotte durant l'hiver 2006-2007, en cassant les consensus en place, a permis. En décryptant nombre d'idées reçues, cet essai esquisse avec bon sens les éléments d'une politique publique cohérente qui, n'en doutons pas, feront grincer des dents nombre d'organisations, partis, associations... Cela ne peut que nous aider pour affiner au plus juste notre projet politique face à un problème de société majeur.

POURQUOI LES SDF RESTENT DANS LA RUE  
PASCAL NOBLET  
ÉDITIONS DE L'AUBE  
206 PAGES - 21 EUROS



**J**acques Leclercq poursuit le travail de cartographie de «la droite de la droite» débuté dans son *Dictionnaire de la mouvance droitiste et nationale de 1945 à nos jours*, paru en octobre 2008.

Les notices nous mènent début 2010 et reflètent un contexte dans lequel le FN, loin d'être mort (les élections régionales ont permis de le constater), est confronté, néanmoins, à de multiples crises provoquant licenciements, démissions et scissions auxquelles s'ajoute l'offensive sarkozienne de 2007.

Ainsi, de nouvelles structures ambitionnent d'occuper tout ou partie de l'espace laissé vacant par le «Front familial», certaines le font d'ailleurs en «service commandé» pour l'UMP. Même si certaines entrées posent question et que les blogs et sites Internet mériteraient un ouvrage à eux seuls (lire le rapport 2009 du MRAP «*Internet, enjeu de la lutte contre le racisme*»), le travail de J. Leclercq est digne d'intérêt.

DROITES CONSERVATRICES, NATIONALES ET ULTRAS, DICTIONNAIRE 2005-2010  
JACQUES LECLERCQ  
L'HARMATTAN  
225 PAGES - 23 EUROS



**C**e petit livre montre l'actualité de Marx pour comprendre la crise actuelle, la plus importante pour le capitalisme depuis 1929. La crise économique provoque aussi une crise au niveau des idées et plus que jamais, il y a besoin de boussole. Ce livre souligne que la crise ouverte en août 2007 «prend ses racines dans les mécanismes de l'économie capitaliste». Il faut revenir aux liens entre rapports sociaux et rapports de production. Benîès, très pédagogique, permet de comprendre que les capitalistes eux-mêmes n'ont pas de solution à leur crise, que la seule «solution capitaliste» est la barbarie. Mais cet ouvrage insiste à juste titre sur le fait que l'analyse de Marx du capitalisme est indissociable de sa lutte anticapitaliste. On ne peut pas séparer le «savant» et le

«militant». Avant d'être un économiste, Marx est un révolutionnaire. Il pense pour agir. Pour comprendre et changer le monde, il est donc indispensable de revenir aux notions de valeur travail et d'échange, d'exploitation, de concurrence, d'aliénation, de lutte des classes. Comme le montre l'auteur, il faut également élaborer une alternative, mais on ne part pas de rien. Il s'agit de redévelopper le projet «socialiste». Cela ne signifie pas de faire de Marx un dogme, mais de reprendre sa méthode. Ce petit livre s'adresse à tous, qu'ils aient lu Marx ou non. Il est à emporter en vacances avec un livre de Marx, que cet ouvrage vous aura inmanquablement donné envie de lire ou relire.

MARX, LE CAPITALISME ET LES CRISES  
NICOLAS BENÎÈS  
LA VILLE BRÛLE  
144 PAGES - 13 EUROS



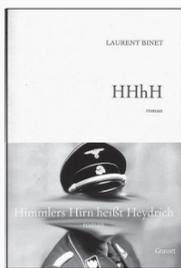
**L**orsqu'Annie Coll, enseignante en philosophie et militante au NPA, entame une lecture croisée de Marx et Arendt, cela donne un ouvrage passionnant.

Cherchant à travers les écrits des deux philosophes à créer l'articulation entre ces deux pensées, Annie Coll nous offre les points d'ancrage et de réflexion pour nous aider à construire un autre monde. S'appuyant à la fois sur les écrits de Marx dont *Le Manifeste du Parti communiste* est la pierre angulaire, et ceux d'Arendt avec notamment son *Essai sur la Révolution*, l'auteure met en exergue les analogies, les points de divergences et les prolongements possibles. Depuis leurs siècles respectifs, Arendt et Marx cherchent des issues

aux réalités de notre société, en analysant les processus totalitaires pour la première ou les processus d'exploitation et les conditions de travail pour le second. C'est en nourrissant la pensée de Marx des éclairages d'Arendt que l'ouvrage prend tout son sens. Au fil des pages, l'auteure aborde l'émancipation, le travail, l'histoire, la pratique de la politique. Ainsi, leurs réflexions sont confrontées, complétées, nourries. Arendt nous conduit finalement à Marx quand on comprend que le capitalisme peut être considéré aujourd'hui comme un 3<sup>e</sup> totalitarisme à combattre pour permettre d'en finir avec cette «pseudo-démocratie à visage libéral».

LE TRÉS «POSSIBLE» COMMUNISME  
ANNIE COLL  
ÉDITIONS MLD  
109 PAGES - 13 EUROS

**E**n 1942, deux parachutistes tchécoslovaques ont tenté d'assassiner Heydrich, bras droit d'Himmler (d'où le titre, acronyme de l'expression allemande: «Heydrich est le cerveau d'Himmler»), un des dirigeants nazis les plus implacables et architecte de la «Solution finale». À partir de cette histoire dans l'Histoire, Laurent Binet retrace avec une précision presque maniaque leur itinéraire et la chaîne des faits qui ont mené à cet événement. Ce faisant, il livre ses doutes, tâtonnements et hésitations: la fiction ne risque-t-elle pas de trahir la réalité historique? Est-ce au contraire le meilleur moyen de rendre sensible le passé? Le résultat est un roman trépidant, car on reconstitue la recherche de l'auteur, obsédé par cet épisode, comme une enquête policière, et intéressant, car il constitue aussi une réflexion sur le rapport au passé et à l'histoire.



HHhH  
LAURENT BINET  
GRASSET  
440 PAGES - 20,90 EUROS



**C'**était l'été dernier au bar du village de Saint-Amant-Roche-Savine. Deux soldats de l'Empire déclamaient les vacheries de grands écrivains contre la Commune de 1871. Ils jouaient une adaptation de l'essai passionnant de Paul Lidsky. La troupe de l'Épée de Bois dans une mise en scène d'Antonio Diaz Florián disait remarquablement ces citations anticommunardes. Les écrivains comme Catulle Mendès, Edmond de Goncourt, Georges Sand ou Zola utilisaient tout les artifices contre la canaille, les définissant comme des brigands, usant de métaphores animalières, du vocabulaire de la maladie, de l'envie: «Les uns et les autres ont obéi aux impulsions de leur perversité; mais la question politique était le dernier de leur souci», glapit Maxime Du Camp. Ce dernier s'en prend particulièrement aux femmes. Si elles se rebellent, c'est que l'orgie n'est pas loin ou qu'elles sont possédées ou malades: «presque toutes les malheureuses qui combattirent pour la Commune étaient ce que l'aliénisme appellent des

malades». La surprise touchera le lecteur à l'étude de Zola dans ses articles dans le *Sémaphore* de Marseille et des reprises des thèmes anticommunards dans *Germinal* comme dans *La Débâcle*. Pour lui, la Commune n'est pas un mouvement politique mais une maladie passagère, une fièvre. Les Communards ne diffèrent en rien des criminels. Il considère Delecluze, Miot ou Rigault comme des fous dangereux. Dans *la Cloche*, journal hostile à la Commune, il écrit en bon Versaillais... «vous verrez Paris chasser l'émeute et redevenir la grande ville du bon sens et du patriotisme».

Cette réédition qui sent son professeur de français, a la rigueur d'une copie soulignée en rouge, sans jamais ennuyer. Les postfaces donnent un retour sur la permanence de la Commune dans la culture, avec une comparaison utile avec Mai 68.

Des horreurs sont clamées avec tant de beauté stylistique que l'on rougit de plaisir.

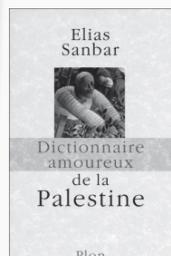
LES ÉCRIVAINS CONTRE LA COMMUNE  
PAUL LIDSKY  
LA DÉCOUVERTE/POCHE  
210 PAGES - 9,50 EUROS

**L**a décroissance est une idée souvent décriée (utopie, archaïsme, voire danger pour la démocratie). Il faut dire qu'elle remet en question le culte de la croissance, le productivisme et notre mode de vie matérialiste. Vaste programme. Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider, universitaires spécialisés sur la question, ont donc réalisé cet ouvrage destiné à expliquer les enjeux de la décroissance, à travers dix angles: de son origine à sa mise en pratique économique et politique, tout en passant en revue les idées reçues qui la qualifient et en fustigeant les fausses réponses du capitalisme vert à la crise climatique. La démarche des auteurs, en plus d'être honnête (ils reconnaissent leurs divergences sur la nécessité ou non de politiser la décroissance), est pédagogique. Le but est de convaincre le lecteur, pas de l'effrayer en

invoquant le retour de la charrette et de la grotte. Les décroissants prônent l'alimentation, le commerce et les transports de proximité, la baisse du temps de travail, remettent en cause les «progrès» scientifiques et techniques comme réponses systématiques aux problèmes du monde, et font un sort à l'hypothèse selon laquelle on pourrait maintenir voire généraliser le mode de vie occidental (voitures individuelles, zones pavillonnaires, etc.) sans condamner la planète.

Citant souvent Marx et sans être dénué de reproches envers la gauche même anticapitaliste, les auteurs livrent un outil très utile pour toutE militantE anticapitaliste qui souhaite renforcer son discours.

LA DÉCROISSANCE - 10 QUESTIONS POUR COMPRENDRE ET EN DÉBATTRE  
DENIS BAYON, FABRICE FLIPO ET FRANÇOIS SCHNEIDER  
LA DÉCOUVERTE  
236 PAGES - 15 EUROS



**C**e dictionnaire fait œuvre d'amour pour une terre, dans une nostalgie émouvante, celle d'une enfance déplacée qui aurait dû être celle d'un enfant d'Haïfa, et qui fut après l'expulsion des Palestiniens en 1948, la Nakba d'Elias Sanbar, à Beyrouth puis en France où il devint écrivain et ambassadeur de la Palestine à l'Unesco. Livre généreux parfois optimiste racontant les rencontres avec ces négociateurs israéliens qui pleurent quand il leur explique leur propre inquiétude de disparaître. Et pessimiste, qui s'oblige à rappeler qu'il y a bien eu un peuple vivant sur cette terre de Palestine avant l'avènement de l'État d'Israël. Pour Sanbar, il faut sortir de la question de l'antériorité pour affirmer la présence actuelle d'un peuple à côté de l'État d'Israël.

«Comment ceux qui ont tant souffert

peuvent-ils nous faire tant souffrir?» questionne Sanbar qui raconte la résistance des villages de Ni'lin et Bil'in où chaque semaine des pacifistes israéliens et des habitants manifestent contre le mur, reçoivent des lacrymogènes et reviennent la semaine suivante, avec obstination. En novembre 2009, ils ont fêté la chute du Mur de Berlin en faisant tomber l'un des blocs. Depuis l'écriture de ce livre, ces villages ont été déclarés zones militaires fermées.

Le livre de Sanbar, c'est aussi des recettes de cuisine palestiniennes, l'adoration pour la sauge et la mauve, Al zaytun, des rencontres avec Godard, Genet et l'amitié pour Mahmoud Darwich dont il est le traducteur. «Mais nous souffrons d'un mal incurable qui s'appelle l'espoir» écrivait Darwich. Sanbar le cultive à merveille.

DICIONNAIRE AMOUREUX DE LA PALESTINE  
ELIAS SANBAR  
PLON  
481 PAGES - 24,50 EUROS

**E**n juin, les conclusions du procès Kerviel exonèrent totalement le système financier et les banques pour nous faire croire qu'un seul individu, Jérôme Kerviel, était responsable de la perte de 4,9 milliards d'euros: «un terroriste» selon le PDG de la Société Générale! Les mémoires du principal accusé montrent une tout autre facette. C'est un voyage passionnant, facile à lire, au cœur d'un des plus grands scandales financiers et dans le monde du trading. Sans dédouaner Kerviel, on comprend comment un jeune diplômé est aspiré par le système et devient en quelques années un mercenaire de la finance. Même s'il est bien payé, Kerviel n'est qu'un maillon de la machine à profit. La banque transforme les traders en «machines à faire de l'argent». Pour réussir dans une salle de marché, une seule solution, travailler tout le temps, devenir cynique, ne plus voir les vies en jeu derrière

les milliards qui s'échangent en quelques secondes. Le monde qu'il décrit est à vomir, un monde sans aucune morale, alors pourquoi en aurait-il eu plus que les autres?

Kerviel ou Madoff ne sont pas des «dérives» du système mais bien des produits de la concurrence. Le système financier est en crise et tente de trouver des responsables sans jamais se remettre en cause. On sanctionne un spéculateur pour mieux continuer à spéculer. Kerviel montre comment les dés sont pipés: tous ses collègues et supérieurs qui sont venus «témoigner» au procès ont été licenciés par la banque avec des indemnités de 450 000 à 650 000 euros et des clauses de confidentialité. Résultat du procès en octobre mais pas de surprise à attendre.

L'ENGRENAGE. MÉMOIRES D'UN TRADER  
JÉRÔME KERVIEL  
FLAMMARION  
268 PAGES - 19,90 EUROS



**T**riste reconnaissance que leur doivent les vivants, les suicidés de France-Télécom, sciemment ou non, mais en tout cas du fait de leur nombre, auront contribué à lever la censure entourant ce que le salariat moderne peut avoir d'absolument indigne, dégradant et pathogène. Telle est aussi l'actualité qui a imposé la réédition en format de poche de ce *Journal de la consultation «souffrance et travail»*, dû à une psychologue clinicienne, psychanalyste et fondatrice en 1997, à Nanterre, de ce type de consultation spécialisée. Depuis *La fabrique des harceleurs*, (2001) jusqu'à *Les suicides se multiplient* (2008), le récit de Marie Pezé est dans son domaine un nouveau «J'accuse!» Ce livre particulièrement «secouant» ne se résume pas. Sa lecture s'impose, notamment pour ce genre de remarque: «Les cliniciens ont cessé aujourd'hui de se focaliser sur le couple pervers narcissique/victime fragile pour revenir sur la maltraitance au travail,

érigée en méthode de management, dans un contexte de chômage massif, de peur collective, de perte organisée des solidarités, avec notre consentement à tous. Beaucoup de cynisme érigé en équivalent de courage, de force de caractère. Oui, il y a bien quelques obsessionnels, quelques pervers de caractère, mais surtout trop de servitude volontaire.»

Dans l'avant-propos à cette nouvelle édition, Marie Pezé revient sur le rôle décisif du *Harçèlement moral* de Marie-France Hirigoyen, publié en 1998, pour faire reconnaître et endiguer ce type de violence. *Ils ne mouraient pas tous...* procède évidemment du même esprit, avec des références bibliographiques et 30 pages d'annexes pratiques, ce qui en fait un ouvrage militant de première nécessité, à côté du témoignage accablant qu'il livre sur le monde actuel du travail.

ILS NE MOURAIENT PAS TOUS MAIS TOUS ÉTAIENT FRAPPÉS  
MARIE PEZÉ  
CHAMPS ACTUEL  
216 PAGES - 7 EUROS



## AFGHANISTAN LE MIRAGE DU RETRAIT

LA conférence internationale réunissant plus de 70 pays engagés dans l'aide au régime Karzaï qui s'est tenue à Kaboul les 19 et 20 juillet a donné «son soutien à l'objectif du président d'Afghanistan selon lequel les forces armées nationales afghanes doivent mener et conduire les opérations militaires dans toutes les provinces d'ici à la fin 2014». En clair, cela signifie le départ des 140 000 soldats de l'Otan qui occupent le pays. Quelle crédibilité accorder à ces nouvelles déclarations d'intention?

Obama avait déjà promis, au lendemain de son élection, que le retrait des troupes commencerait mi-2011. Il s'agissait alors de faire accepter par l'opinion américaine l'envoi de renforts militaires. Aujourd'hui, alors que le limogeage, il y a un mois, du général MacChrystal commandant les troupes de l'Otan, renforce doutes et interrogations, la conférence de Kaboul voudrait laisser croire que l'enlisement dans le borbier de la guerre peut être évité. Il faut rassurer l'opinion américaine et celle des autres pays de l'Otan de plus en plus hostiles à une guerre qui dure depuis dix ans, coûte de plus en plus cher et dont les prétendus objectifs démocratiques apparaissent clairement comme des mensonges.

Le soutien à Karzaï, ne suffit pas à donner influence et autorité à l'élu de la fraude et de la corruption, ainsi qu'à sa politique de main tendue aux talibans. Et les 125 millions de dollars d'aide octroyés par le FMI continueront d'alimenter la corruption. Le régime de Karzaï ne tient que grâce à elle. La politique vis-à-vis des talibans est un fiasco. L'offensive militaire dans le sud du pays n'a en rien stabilisé la situation. Les derniers mois ont vu les attentats et actions militaires des talibans augmenter. Le déploiement des renforts a accentué l'instabilité du pays mais aussi de toute la région en particulier du Pakistan, une dégradation globale que viennent confirmer les informations divulguées sur le site américain Wikileaks. La politique visant à mettre en place un État à la fois soumis aux USA et capable de maintenir l'ordre est un échec. Sauf à accepter une défaite qui ressemblerait à une déroute, les USA n'auront probablement pas d'autre choix que de maintenir l'occupation. D'autant qu'en juin, les autorités américaines ont confirmé les énormes richesses minières du pays, en particulier, en fer, cuivre, or, lithium... Objectif stratégique, l'Afghanistan devient aussi un objectif économique dont l'exploitation par les multinationales occidentales exigera le maintien de l'ordre impérialiste.

« Cette date est le début d'une nouvelle phase, pas la fin de notre implication », a déclaré Hilary Clinton. On peut la croire. Les déclarations d'intentions sur le retrait des troupes d'occupation ne sont pas plus crédibles que les justifications dites démocratiques de la guerre n'exprimaient les objectifs réels des grandes puissances. Derrière les opérations diplomatiques et la propagande officielle se négocient les véritables rapports de forces en fonction des intérêts des grandes puissances.

Yvan Lemaitre

## CONFÉRENCE MONDIALE SUR LE SIDA KEEP YOUR PROMISES, WE WANT TO LIVE!

La 18<sup>e</sup> conférence s'est tenue à Vienne (Autriche) sur fond de désengagement des pays riches. Aujourd'hui, il y a plus de nouvelles personnes contaminées que de malades accédant aux traitements.



Cette année, la conférence mondiale sur le Sida s'est tenue à Vienne en Autriche. Le thème central : le financement de l'accès universel aux traitements antirétroviraux pour 2010.

Cet engagement de garantir l'accès universel aux traitements, à la prévention du VIH et aux soins a été pris en 2005 par les leaders des pays du G8.

Plus de six mois après la dead-line promise, 60% des personnes vivant avec le VIH n'ont toujours pas accès à des traitements pourtant vitaux. Les dirigeants des pays riches regardent les séropositifs mourir. Nicolas Sarkozy avait promis l'accès universel aux traitements en 2010. Pourtant, la France n'a donné jusqu'ici aucun signe qu'elle allait augmenter sa contribution au Fonds mondial. Si la France ne triple pas sa contribution, il ne sera pas possible pour de nombreux séropositifs d'accéder à des traitements plus récents et plus chers. Si la France ne double pas sa contribution, alors cela signifiera qu'elle renonce à l'accès universel aux traitements.

Barrack Obama avait annoncé lors de sa campagne présidentielle qu'il

augmenterait le PEPFAR, le Plan américain pour la lutte contre le Sida qui, dans certains pays, assure plus de 60% des antirétroviraux. En Zambie par exemple, c'est l'accès aux traitements de plus de 300 000 personnes qui est ainsi menacé par le PEPFAR, qui souhaite se concentrer sur la prévention (en y opposant l'accès aux traitements).

Ces désengagements accroissent l'urgence de trouver des solutions alternatives. La production de génériques, médicaments à bas prix et à effets équivalents, doit être encouragée. Or, l'Accord commercial anti-contrefaçon (Acta, Anti-Counterfeiting Trade Agreement), en cours de négociation, vise aussi la production et la circulation de médicaments génériques.

Plusieurs associations françaises luttent depuis plus de six mois contre cet accord qui devrait être conclu en septembre : la Quadrature du Net, Act Up-Paris, April... Les pays riches prétendent qu'ils n'ont plus de fonds pour financer la lutte contre le Sida, mais ne soutiennent pas la production de génériques, qui permettraient pourtant de palier leurs promesses non tenues.

C'est dans ce contexte que s'est ouverte,

dimanche 18 juillet, la 18<sup>e</sup> Conférence mondiale sur le Sida. Des militants du monde entier ont organisé une « manifestation d'ouverture », sur la question des financements, demandant aux pays riches de ne pas « battre en retraite » : « don't reTREAT! » Plus de 180 associations ont signé l'appel à manifester : <http://fundglobalaids.org/>

Ce sont les investissements financiers dans la lutte contre le Sida, souvent obtenus de haute lutte, qui ont permis, cette dernière décennie, la réduction de la mortalité, la réduction des nouvelles infections, le renforcement des systèmes de santé. Depuis les années 2000, plus de trois millions de personnes ont pu être mises sous traitements grâce aux génériques et au Fonds mondial de lutte contre le sida.

En 2010, il y a toujours davantage de contaminations que de mises sous traitements. Chaque jour, 6 000 personnes meurent du Sida.

Le désengagement des pays riches au prétexte d'une crise financière qu'eux seuls ont provoquée est criminel.

« Treat the people, fund the Fund! »

Cécile Lhuillier et Pauline Londeix

## et aussi

### ISRAËL, ARRESTATION DE MILITANTS DE GÉNÉRATION PALESTINE.

Samedi 24 juillet, lors d'une manifestation non violente à Hébron, trois militants de Génération Palestine ont été arrêtés puis jugés en comparution immédiate. Ils se sont vus interdire de circuler dans les territoires palestiniens pendant six mois.

La veille, des militants internationaux avaient participé à une manifestation à Massara, village de Cisjordanie au sud de Bethléem, dont les habitants protestent chaque vendredi de manière non violente pour dénoncer la colonisation et le vol de leurs terres par l'État israélien. L'armée avait déjà réprimé la manifestation, utilisant sans sommation des bombes assourdissantes à proximité immédiate des manifestants et des gaz lacrymogènes. Une bombe assourdissante a été envoyée à hauteur de tête des manifestants, en explosant à proximité de l'oreille d'une manifestante de Génération Palestine. L'État israélien ne connaît qu'une politique : la répression.

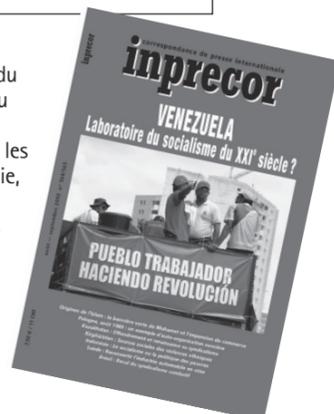
### GRÈCE : FONDATION DU COMITÉ GREC CONTRE LA DETTE.

Le Comité grec contre la dette a été fondé début juillet 2010 à Athènes. Il est composé de représentants de partis et de mouvements sociaux provenant d'un large éventail de la gauche grecque. La première tâche que se fixe le Comité sera de combattre la propagande quotidienne qui présente la dette comme un « phénomène naturel ». Les citoyens ont le droit, mais aussi le devoir, de démythifier et de contrôler cette dette, de la passer au scanner pour savoir exactement d'où elle vient, ce qu'elle a financé, qui l'a contractée et qui en profite. Il s'agit de déterminer les responsables de l'endettement et de les forcer à en assumer le coût. En collaboration étroite avec le CADTM, le Comité grec contre la dette ambitionne de contribuer activement, ensemble avec d'autres mouvements sociaux, à la création d'un mouvement de masse tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, qui portera le mot d'ordre « Nous n'allons pas payer Votre crise ».

### INPRECOR N° 564/565 VIENT DE PARAÎTRE

Vous pourrez y lire un dossier sur l'évolution du Venezuela, des analyses sur le syndicalisme au Kazakhstan et sur l'échec de l'unification des syndicats combattifs au Brésil, des articles sur les violences ethniques au Kirghizistan, l'Indonésie, la reconversion de l'industrie automobile en crise, des analyses historiques sur les origines de l'Islam et sur l'auto-organisation ouvrière en Pologne en août 1980...

Disponible à la Librairie La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil) au prix de 7,50 euros et par abonnement (sur [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)).





# GRENOBLE À PROPOS DES ÉVÈNEMENTS QUI ONT SECOUÉ LA VILLENEUVE

Le comité NPA de l'Isère réagit à la politique mise en place dans le quartier de la Villeneuve.

**S**arkozy c'est l'ordre des riches et la guerre à ceux d'en bas. Son credo: «Rétablir l'ordre public et l'autorité». Tel est le message du ministre Brice Hortefeux lors de sa venue à Grenoble, le samedi 17 juillet, au lendemain de la mort d'un jeune braqueur de 27 ans dans une fusillade avec la police dans le quartier de la Villeneuve et des «événements» qui ont suivi. 300 gendarmes et CRS, mais aussi les corps d'élite du Raid et du GIPN ont immédiatement bouclé le quartier et fait subir à la population une pression énorme en termes de barrages, contrôles et fouilles de véhicule. Pression notamment exercée la nuit par l'hélicoptère et son projecteur puissant, capable d'entrer dans les appartements et qui empêche en permanence le sommeil. Cette stratégie de l'État pour mettre sous pression et «punir» de manière aussi violente un quartier entier et l'ensemble de sa population (enfants, personnes âgées...) au motif du rétablissement de l'ordre face à des jeunes particulièrement à bout de nerf est injuste et inacceptable. Aucun autre quartier de l'agglomération grenobloise n'aurait été traité de la même façon dans des circonstances identiques. À ce jour, le tramway ne fonctionne toujours pas et les bus ne marquent pas les arrêts. Cet épisode s'inscrit dans une logique permanente de violence d'État: utilisation depuis des mois de l'hélicoptère et ce

de manière régulière dans le ciel de la Villeneuve, provocations policières récurrentes à travers l'utilisation abusive des contrôles d'identité au faciès plusieurs fois dans la même journée, mise en place d'unités spéciales ressemblant à des militaires surarmés déambulant dans le quartier au milieu des poussettes et des enfants jouant dans les espaces verts...

## NOUS NE VOULONS PAS D'UN «GRENELLE DE LA SÉCURITÉ URBAINE»

Et pendant ce temps, le maire socialiste Michel Destot réclame «un Grenelle de la sécurité urbaine». Cette formule soft sur la forme cherche d'une part à conforter l'idée que la crise actuelle des quartiers populaires se situe avant tout sur le terrain de la sécurité et d'autre part, elle nie fondamentalement la violence sociale que subissent les populations de ces quartiers, première des violences que subissent les jeunes, les salariés, les chômeurs, les retraités et les populations d'origine étrangère. Chômage, manque de revenus, pauvreté, crise du logement, démantèlement des services publics, racisme...: au lieu de répondre aux problèmes de fonds qui minent la société, M. Destot demande le renfort des effectifs de la police nationale et la mise en place de la vidéo-surveillance dans le quartier de la Villeneuve.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Comme Nicolas Sarkozy et la droite, M. Destot cherche à gommer la question des injustices sociales et des inégalités entre territoires de l'agglomération et entre les populations. En choisissant de favoriser l'implantation du secteur «High Tech», la majorité municipale et l'État ont abandonné les quartiers «sud». Les écarts de revenus mais aussi d'accès à la santé, à la protection sociale, à l'éducation, à la culture, se sont considérablement creusés dans le pays et fortement dans notre agglomération.

## SARKOZY LIMOGES LE PRÉFET DE L'ISÈRE ET LE REMPLACEMENT PAR UN SUPER FLIC

L'annonce de la nomination d'un nouveau préfet «policier» qui sera intronisé par Sarkozy en personne le 30 juillet prochain, indique clairement la récupération médiatique du drame de la Villeneuve par ce gouvernement à bout de

souffle. Empêtré dans ses scandales de moralité et d'enrichissements personnels, impopulaire par ses mesures antisociales sur les services publics, l'emploi, les retraites et sa politique fiscale prise au nom de la «rigueur nécessaire», Nicolas Sarkozy accélère sa politique sécuritaire, injuste et antisociale. Il tente d'allumer des contre-feux pour faire oublier l'affaire Woerth-Bettencourt. Le nouveau préfet aura pour mission de durcir la répression à l'égard des habitants des quartiers populaires et des plus pauvres, mais aussi de museler toutes celles et ceux qui entendent résister à la dégradation des conditions de vie et aux attaques portées par le pouvoir. Sarkozy c'est l'ordre des riches et la guerre à ceux d'en bas. C'est cette politique que nous combattons.

## Comité NPA 38

## boîte à lettres

**À PROPOS D'UNE TRIBUNE SUR «LES VÊTEMENTS DES FEMMES».** L'article de Véronique Decker - *Les vêtements des femmes* - publié la semaine dernière (*Tout est à nous!* n° 65) est intéressant à bien des égards, notamment en ce qu'il rappelle que «depuis la nuit des temps», les hommes ont cherché à légiférer sur les vêtements des femmes. L'article retrace de manière convaincante quelques épisodes de cet aspect de la lutte pour le contrôle du corps des femmes, puisque c'est bien de cela qu'il s'agit. Malheureusement, lorsque sont abordées la période actuelle et la burqa, curieusement, le raisonnement... s'inverse. Au moins de deux manières. D'abord, s'agissant de la burqa, on s'attend à ce que l'article dénonce un nouvel exemple de la volonté des hommes - en l'occurrence, certains «docteurs de la loi» et/ou autres tenants de la «tradition» - de légiférer sur ce que doit être l'habillement «décent» des femmes. Or... pas du tout! L'article dénonce... les parlementaires français. À juste titre dans la mesure où il s'agit de mettre en cause la diversion que représente la loi, venant après le «débat» nauséabond sur l'identité nationale. Mais cela justifie-t-il pour autant de totalement minimiser la signification objective du port de la burqa au motif (controversé)... qu'il s'agirait d'un choix des femmes? Alors qu'à l'évidence, comme pour

tous les autres exemples énumérés précédemment, il s'agit bien là d'une «prescription» décidée par certains hommes qui, bien avant que le pouvoir français ne décide d'imposer une loi, ont «légiféré» (en sens inverse des députés français, bien sûr) et décidé à la place des femmes. Deuxième inversion de raisonnement: pour mieux condamner les politiciens français - qui, encore une fois, le méritent amplement - seule la forme de leur décision est prise en considération. Les parlementaires viennent de «légiférer» à propos des «vêtements des femmes». Donc, qu'il s'agisse d'interdire la burqa ou... le pantalon ou encore la minijupe, finalement, c'est du pareil au même: les hommes décident et interdisent. À ceci près que cette logique formelle évacue le fond, à savoir ce qu'il s'agit concrètement d'interdire... Les exemples historiques cités dans l'article témoignent pourtant des batailles menées par les femmes pour l'égalité avec les hommes et pour se réapproprier la mai-

trise de leur corps et de son exposition. Rien de tel avec la burqa. Avoir le droit, si on le souhaite, de découvrir - un peu ou beaucoup - son corps, sans contraintes imposées par une conception patriarcale de la «décence» ou de la «pudeur» - ce qui est le sens des combats évoqués - ou être sommée de le couvrir intégralement: non, ce n'est définitivement pas pareil!

## François Coustal

**DESSIN.** En vendant mon hebdomadaire favori cette semaine, je me suis aperçu que le dessin de Faujour publié en première page et en page 7 assimilait les musulmans dévots aux nazis. Outre que ce n'est pas là l'axe de l'article qu'il accompagne, une telle violence employée à l'endroit d'une catégorie de la population qui dans notre pays est au contraire l'objet de la stigmatisation raciste me semble complètement inacceptable en plus de stupide. Camaradement. **Sylvestre (Paris)**

## LE N°12 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO des articles sur la politique de la droite concernant la petite enfance, un entretien avec Giblert Achcar et un article de Michel Warchawski sur Israël, un dossier sur la crise en Europe, un entretien avec Josette Trat sur les 40 ans du Mouvement de libération des femmes... et bien d'autres encore!

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour vous abonner, remplissez le formulaire ci-contre.



## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA (14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA (10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**

NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR:

**554755**

### Titulaire du compte

NOM: .....

PRENOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

MAIL: .....

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE: .....

SIGNATURE: .....

### Etablissement teneur du compte

BANQUE: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

### Abonnements par chèque, à l'ordre

de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

#### FRANCE ET DOM-TOM

L'hebd 6 mois 1 an  
**28 euros 56 euros**

L'hebd + le mensuel 6 mois 1 an  
**50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebd 6 mois 1 an  
**20 euros 40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebd + le mensuel 6 mois 1 an  
**38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an  
**22 euros 44 euros**

#### ÉTRANGER

L'hebd 6 mois 1 an  
**45 euros 90 euros**

L'hebd + le mensuel 6 mois 1 an  
**70 euros 140 euros**



## Besançon **ON ROULE TOUS POUR LA RETRAITE**

Le Comité de défense des retraites (CDR) de Besançon regroupe largement à gauche (PS, Verts, Alternatifs, NPA, PG, PCF), ainsi que dans le mouvement syndical (Solidaires, FSU, Unef, FGR-FP) et associatif (AC!, Attac, Amis du Monde diplomatique). La CGT, arrimée à la CFDT dans l'intersyndicale, ne veut pas entendre parler d'un « comité bidule » comme le dit le dirigeant de l'union départementale. Mais sur le fond, c'est la tonalité combative du CDR qui inquiète. La plateforme avance la nécessité de se battre pour le maintien des 60 ans, mais aussi pour le retour aux 37,5 annuités, sur la base d'un montant de 75% de l'ancien salaire.

Le CDR s'est mis dans l'action en faisant travailler les différents composants pour produire tracts, argumentaires, affiches et animations

de réunions de quartier en mai et juin. À l'occasion du pique-nique organisé par la mairie début juillet, le CDR a concocté un tract sous la forme d'un set de table. Les militants ont pu constater le bon accueil à cette apparition inaccoutumée.

Mais c'est le 13 juillet que l'initiative de « Rouler pour les retraites » a eu le plus d'écho. Certes, les grandes foules n'étaient pas au rendez-vous. Cependant la presse locale a relayé largement la « manif » organisée. Le principe en était simple, tout ce qui roule devait se rassembler pour défendre la retraite : vélo, roller, mais aussi déambulateur ou caddie.

Le 15 septembre, un meeting de rentrée avec l'inspecteur du travail Gérard Filoche est d'ores et déjà prévu. Info à suivre sur : [www.defense-retraites-besancon.fr/](http://www.defense-retraites-besancon.fr/)



Besançon, le 13 juillet. Pancartes « Rouler pour les retraites pour ne pas se faire rouler », et « Retrait de la réforme Woerth !! » (DR)



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

### LE PRIX DU PRÉ CARRÉ.

L'exécution de l'otage français Michel Germaneau par un groupe se réclamant d'Al-Qaïda-Maghreb doit être condamnée sans aucune hésitation. Cependant ce crime ne saurait dédouaner de leurs lourdes responsabilités le président de la République et le gouvernement. L'opération des forces spéciales françaises, avec l'appui de l'armée mauritanienne, dans le nord du Mali, a pris le risque de précipiter la mort de Michel Germaneau. Elle risque également d'avoir de lourdes conséquences : en Mauritanie, où les forces militaires françaises renforcent leur présence et leurs bases militaires ; dans la région en créant des tensions entre la Mauritanie et ses voisins. Elle s'est déroulée en effet sans que le Mali, l'Algérie ou le Niger n'en aient été informés. Encore une fois, comme bon lui semble, le gouvernement français intervient dans son pré carré africain en violation de la souveraineté des pays et des peuples.

### LIBERTÉ EN BERNE.

1500 euros et 3000 en cas de récidive, voici ce que vous risquez si vous outragez le drapeau tricolore dans des conditions de nature à troubler l'ordre public dorénavant ! Il est vrai qu'en commettant de tels actes blasphématoires vous apparaissez comme un dangereux ennemi de la Nation, surtout si vous êtes artistes et que vous vous amusez après à diffuser des images de cet outrage dans un concours photo (il faut rappeler que cette loi fait suite à l'expo photo scandale d'une Fnac où un drapeau français avait été malmené !). Après la Marseillaise, le drapeau... bientôt il sera trop dangereux de mettre un pied dehors, d'ouvrir sa bouche et de prendre une photo ! Les décrets se multiplient et notre champ d'expression se réduit à mesure que l'on protège les symboles français... Nos libertés sont dans un bien triste état dans cet État qui nie nos libertés et nos droits les plus essentiels.

### « INDIGNES ».

Le 30 juin, le contrôleur général des lieux de privation de liberté a rédigé un rapport consternant après la visite par ses services du centre de rétention et de la maison d'arrêt de Mayotte. Parmi les nombreuses aberrations constatées dans les deux établissements, « les conditions de vie des personnes retenues et détenues sont indignes. [...] Les conditions d'hébergement et d'hygiène portent d'évidence atteinte aux droits fondamentaux ». Le centre de rétention ne dispose même pas de lits et les bébés et enfants retenus ne sont pas mieux traités que leurs parents (quand ils sont ensemble). Le contrôleur recommande « sans délai » le respect du droit d'asile, des conditions d'hygiène et d'hébergement décentes, le maintien des liens familiaux, la scolarisation des mineurs, etc. L'application du droit commun, en somme. Difficile à appliquer dans un territoire illégalement considéré comme un département français.

### FRAIS D'INSCRIPTION ILLÉGAUX.

Depuis six ans, l'Unef réalise un recensement des pratiques des universités en matière de droits d'inscription et rend publiques les pratiques illégales. Cette année, à nouveau, le constat est sans appel : 26 universités sont dans l'illégalité et s'exposent donc à des recours contentieux. Selon l'Unef, d'année en année, le palmarès des universités hors-la-loi se resserre autour d'un « petit club » d'universités bien connues pour leurs pratiques illégales. Malgré sa condamnation de telles pratiques lors de la dernière rentrée universitaire et ses engagements, Valérie Pécresse n'a rien fait pour remédier à ce scandale. Ainsi, dans le « palmarès » 2010, on retrouve quatorze universités déjà épinglées en 2009 pour les mêmes faits, comme Nancy 1, Lyon 3, Mulhouse. Pire encore, on y trouve aussi Grenoble 2, Aix-Marseille 2 et 3 qui, par le passé, ont été condamnées par la justice.

## Objectif : 400 000 euros !

### SOUSCRIPTION 2010

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL  VILLE

MONTANT  € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »  
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.  
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil  
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

“ **NO COMMENT**  
Si Nicolas Sarkozy me proposait une nomination au gouvernement, j'accepterais. Mon ambition est de servir l'intérêt général.  
DAVID DOUILLET  
David Douillet mériterait la ceinture noire du ridicule.  
RAMA YADE ”

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
Mail : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)  
Numéro ISSN : 1969-8178  
Commission paritaire : 0414 P 11508  
Tirage : 8 000 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)